L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX, No 72 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI MATIN, 10 SEPTEMBRE.

Continuation de l'Affaire Stanley.

Nous en sommes resté à la conversation des deux rapporteurs du *Herald* avec Lewis Noe et sur Hamilton Sayville. Le résumé de cette conversation est que Noe n'a pas dit qu'il était convaincu que le Stanley dont il était question dans le *Sun* fut celui qu'il connaît, mais qu'il pense que c'est le même, attendu que toutes les circonstances de lieu et de temps et de caractère personnel le désignent suffisamment. Il faut se rappeler que Noe a dit aux reporteurs que non seulement Stanley pouvait être mêlé comme à la recherche du Dr. Livingstone, mais qu'il pouvait aussi, sans y être allé, et sans avoir trouvé le docteur, soutenir et publier qu'il avait fait l'une et l'autre chose, attendu que le Stanley qu'il connaît est capable d'être.

Il faut se rappeler encore qu'un vieil Anglais, nommé M. Wood, inspecteur (on ne dit pas de quoi) à Long Island, mais respectable de sa personne et de sa parole, a rapporté sur Stanley des choses donnant à penser que le Stanley de Zanzibar est bien l'auteur de la lettre que Lewis Noe a livré à la publicité du *Sun*, et que les photographies fournies par Noe ne laissent rien à désirer sous le rapport de la ressemblance générale avec les photographies représentant le Stanley dont le voyage en Afrique a ému si fortement les géographes d'Angleterre et de France.

L'instruction de cette affaire poussée à ce point n'était point concluante. Le *Herald* a bien senti que si l'on doute de la véracité de Lewis Noe, on peut douter aussi bien de la véracité de Henry Stanley. A supposer même qu'on ne veuille pas douter de son voyage à Ujiji, ce n'est pas là une raison de croire précisément que le Livingstone qu'il a trouvé est bien le célèbre docteur dont on n'a pas eu de nouvelles depuis trois ans et qui, s'il vit encore, aurait passé sept ans à chercher les véritables sources du Nil sans pouvoir assurer positivement qu'il les a trouvées.

Disons ici en résumé que les lacs dont parlent Stanley et Livingstone ainsi que le bassin de rivières, sortant de ces lacs, et formant comme la tête du grand fleuve africain, sont connus depuis de longues années et que Livingstone jusqu'à présent n'aurait rien ajouté à la science acquise. En cela, on ne saurait sérieusement reprocher à Stanley ; ce n'est pas sa faute si Livingstone n'a pas encore trouvé ce qu'il cherche, ou s'il ne l'a trouvé que par conjecture sans assurance ni démonstration positive.

Le fait est que Stanley n'a vu au milieu des peuplades noires d'Afrique qu'un homme blanc et que cet homme n'est trouvé fort heureusement être le Dr Livingstone. Il est fâcheux que la découverte ne se soit pas produite au problème géographique dont la solution occupe depuis si longtemps le monde savant ; cette solution est déterminé l'opinion publique en faveur de Stanley. Mais en l'état des choses, on peut rigoureusement douter de la réalité de son voyage à Ujiji : ou, s'il a fait ce voyage, on peut douter qu'il en ait atteint le but, par la raison bien simple que sous le rapport scientifique, il ne dit rien de nouveau.

Le *Herald*, qui comprend l'importance de ces réflexions, et qui tient à prouver au monde que ses rapporteurs sont gens de bonne foi tout autant que d'habileté, a renforcé la position de Stanley par les assertions d'un négociant américain établi à Madagascar et qui est arrivé, pour affaires, à Zanzibar, la veille même du retour de Stanley. Ce dernier, en homme qui sait comment il faut s'y prendre pour faire du bruit, avait envoyé d'avance quelques-uns de ses Arabes pour annoncer aux habitants de Zanzibar, aux autorités de la ville et aux consuls étrangers le succès de son expédition. Les Arabes disaient : "Nous avons vu tous cela ; nous avons vu Ujiji ; nous avons vu Livingstone ; nous avons vu la guerre ; nous avons passé à travers tous les obstacles, soit pour aller soit pour revenir, et nous voici de retour précédant notre chef de 24 heures. Il sera ici demain."

Après ces hommes, en venaient d'autres, des Abyssiniens, Ethiopiens, Nubiens, car la caravane de Stanley se composait de toutes les races d'Afrique, moins les nègres qui l'avaient quitté en route, parce qu'il leur faisait faire les choses les plus difficiles et les plus rudes, et les punissait du fouet quand ils n'avaient pas bien exécuté ses ordres. Les récits décousus de ces hommes qui successivement revenaient d'Ujiji, qui avaient vu les lieux, les rivières, la tente même de Livingstone, excitèrent l'intérêt le plus vif et jusqu'à ce que Stanley rentra lui-même le lendemain à Zanzibar, avec le reste de sa caravane, il fut regardé comme un homme extraordinaire, comme un triomphateur. Toute la population de la ville était sur pied. Le négociant de Madagascar a été témoin de cette rentrée triomphale de Stanley après cinq ou six mois d'absence et il en atteste le fait comme les consuls français et anglais avaient attesté le fait des préparatifs de l'expédition et le départ du jeune et aventureux rapporteur du *Herald*.

Tout cela est bel et bon, dit le *Sun*, mais tout cela ne prouve rien. Nous demandons la preuve que Stanley a bien trouvé en Afrique le Dr Livingstone et tout ce qui est prouvé ici, c'est son départ apparent de Zanzibar et son retour apparent dans cette ville, après une course de 500 à 600 milles dans l'intérieur de l'Afrique. A cet égard, votre négociant de Madagascar, qui peut être un fort honnête homme, bien qu'il apparaisse ici fort à propos pour vous, comme un acteur paraît sur la scène, lorsque le moment de débiter son rôle est arrivé, à cet égard, disons-nous, votre négociant de Madagascar se tait ; et il se tait parce qu'il ne sait rien.

Si Henry Stanley a réellement trouvé le Dr. Livingstone : si tous les documents et lettres qui sont pure comme venant de lui sont vrais et non la production de la fertile imagination du rapporteur : il est excessivement malheureux qu'il n'ait pas ramené avec lui Livingstone, ou rapporté au moins quelque preuve tangible qu'il s'est trouvé avec lui dans l'intérieur de l'Afrique où le docteur a voulu rester pour continuer ses explorations fluviales. Cette preuve tangible manquant, nous concluons, pour le *Sun*, que les points ci-après sont parfaitement établis :

I. Stanley est un misérable aventurier, un coquin, ayant quelque talent et des ressources d'esprit peu ordinaires. Il a voyagé dans l'Asie-Mineure avec deux compagnons, dont l'un était Lewis H. Noe ; il y a été arrêté sur l'accusation d'avoir voulu attenter à la vie d'un Turc pour le voler et a eu le bonheur de sortir de là en persuadant au contraire le Turc d'avoir fait cette tentative à son égard : il est allé à Constantinople : il a emprunté de l'argent à l'Hon. E. Joy Morris, alors ministre des Etats-Unis, lui donnant une traite sur Stanley père à New York, quand Henry Stanley n'avait point de père à New York : il s'est fait passer frauduleusement pour un officier de la marine turque, et aujourd'hui il tâche de produire une grande sensation dans le monde en prétendant qu'il a découvert le Dr. Livingstone.

II. Stanley a été en Afrique, M. Bennet, propriétaire du *Herald*, lui ayant fait tenir une somme de $30,000 pour payer les frais de son voyage.

III. Il a rapporté avec lui une masse de papiers manuscrits, adressés à diverses personnes, qui sont on de la main du Dr. Livingstone ou habilement imités.

IV. L'écriture de ces papiers, mise en comparaison avec l'écriture non déguisée de Stanley, présente de nombreux traits de ressemblance frappante ; elle est telle que la ferait Stanley lui-même, qu'on représente comme un calligraphe extraordinaire, s'il voulait imiter l'écriture de Livingstone.

V. Ces lettres sont marquées d'un caractère de familiarité considérable avec les relations personnelles et les antécédents du Dr. Livingstone, caractère tel qu'on devait l'attendre d'un aventurier habile, comme Stanley, se préparant à commettre une pareille imposture. Stanley avait bien étudié son sujet.

VI. Les points géographiques de ces lettres sont tellement en désaccord avec les faits connus et si absurdes sous beaucoup de rapports, que les plus éminents géographes du monde, français, anglais et allemands les déclarent frauduleux et assurent qu'ils ne pouvaient venir de Livingstone.

VII. En outre, ces lettres n'ont rien du caractère de Livingstone, tandis qu'elles ressemblent fortement aux écrits de Bohémien Stanley. Elles abondent en phrases Mathieu ayant un goût marqué d'américanisme et de vulgarisme nécessaire, le tout assaisonné de réflexions immorales, tout-à-fait à la hauteur de l'esprit de Stanley, mais que le Dr. Livingstone ne a pas jamais permises et qu'il désavouerait avec horreur.

VIII. Ces lettres contiennent aussi des idées et des assertions et des [illegible] qu'elles ont produit sur la majorité des lecteurs, comme de sens, [illegible] si elles viennent réellement de Livingstone, [illegible] qu'il est devenu fou.

IX. La conduite de Stanley au banquet the Brighton, le 17 août, a été excessivement suspecte. En répondant à un toast, il a dit qu'il apprenait, après [illegible] des expressions d'incredulité sur sa rencontre avec le Dr. Livingstone. Il a retorqué avec véhémence et s'est retiré avec un air indigné. Bientôt après il a quitté Brighton.

Tiques sont les accusations lancées par le *Sun* contre Henry Stanley. Elles sont brutales mais raisonnées. Stanley y est traité directement d'imposteur et de faussaire. Il faut y répondre nécessairement par [illegible] Stanley est [illegible] et tirer [illegible] $20,000 fournis par le rapporteur aventurier. Nous verrons comment en [illegible] s'y prendra. Il la riposte est intéressant nous en ferons part à nos lecteurs.

LA MUSIQUE DE LA GARDE RÉPUBLICAINE AU HAVRE.

Nous trouvons dans le *Journal du Hâvre* du 28 août les renseignements suivants sur la réception faite aux musiciens de la Garde républicaine à leur rentrée en France :

"Que les gens moroses et chagrins ne pensent ce qu'ils voudront ; qu'ils s'écrient, comme quelques uns l'ont fait hier : "Chansons! tout en France finit par des chansons!" Cela n'empêchera pas que la fête surprisée dont nous avons été les témoins n'ait revêtu, tout à coup, les proportions d'une imposante manifestation patriotique. Comme on l'a dit, nos compatriotes, revenus d'Amérique, ont triomphé deux fois, et comme artistes, et parce qu'ils portaient l'uniforme de cette armée française si déplorablement livrée, plus encore que vaincue à Sedan et à Metz par un gouvernement odieusement impréparé. Pourquoi chanter, disaient les grumeleux, quand on est vaincu? Oh! si nous sommes vaincus, ceux qui se plaignent aujourd'hui sont-ils bien sûrs qu'ils n'y sont pour rien, que leur lâche complaisance pour le régime déchu n'y a pas contribué pour une large part?

"Jamais de mémoire d'hommes, telle foule ne s'était vue au Hâvre. On évalue à trente et quarante mille, au moins, le nombre des personnes qui sont âgées qui se pressaient dans les rues, de huit à onze heures du soir, sur le parcours préalablement annoncé, des diverses musiques qui composaient la retraite aux flambeaux. Aux flambeaux? nous devons dire aux lanternes vénitiennes, car par une intelligente innovation, les lourdes et fumeuses torches de résine avaient été remplacées par d'élégants ballons multicolores éclairés et qui, pendant en grappes, au bout de longs bâtons, produisaient le plus charmant effet. On eût dit, de loin, des perles lumineuses.

"L'Hôtel-de-Ville, brillamment illuminé, éclairait au loin la place, les jardins, et les rues adjacentes, où la foule se pressait, mais sans bruit, sans cris, sans désordre. Car c'est une chose remarquable et qui est tout à l'éloge de cette population calme et tranquille du Hâvre, que, malgré une affluence de monde telle qu'on n'en vit jamais, aucun désordre n'a eu lieu. Point de déploiement de force publique, pourtant ; point de soldats pour maintenir la foule ; quelques agents de police seulement, et en assez petit nombre. Tout, néanmoins, s'est passé dans la plus grande calme, et l'intelligente population du Hâvre a donné, là encore, à ses détracteurs, une preuve de l'excellent esprit qui l'anime.

"A huit heures et demie la retraite partie de la tente des transatlantiques apparaissait au haut de la rue de Paris, se dirigeant vers l'Hôtel-de-Ville, où les autorités, M. le maire et ses adjoints, avec le conseil municipal, M. le sous-préfet et un grand nombre d'invités, attendaient ; la plupart dans le costume en fonction au Hâvre étaient là, et sous y avaient remarqué aussi M. Weile, capitaine de la [illegible], entouré d'une partie des officiers de son équipage, jeunes gens dont la distinction est l'objet, au Hâvre, de remarques unanimes.

"A neuf heures les musiques faisaient leur entrée dans la cour de l'Hôtel-de-Ville, au milieu des applaudissements d'une foule enthousiaste. Lanternes vénitiennes, feux de Bengale, fanfares joyeuses, applaudissements de la foule, tout cela ne se peut décrire. Nous avons vu bien des fêtes officielles, jamais rien de plus entraînant, jamais rien de plus touchant, jamais rien de plus vraiment chaleureux ne nous est apparu. Il ne s'agissait pas de flatter un souverain, au puissant du jour : il s'agissait de remercier des compatriotes de cœur et de talent qui sont allés bien loin, au-delà des mers, gémir et rattacher au nom français les sympathies que des revers terribles semblaient avoir affaiblies et qui se sont noblement et dignement acquittés de cette tâche. C'était une dette de cœur que l'on payait, et pour celles-là, comme pour les dettes d'argent, le peuple français, riche de sa nature, paye au centuple. Il a des vaillants en son cœur!

"Rangés en cercle dans la cour, les musiciens de la Garde républicaine ont, au milieu d'un silence profond, et bien extraordinaire, parmi une telle foule, joué l'ouverture de *Zampa*. Ah! nous concevons bien qu'ils aient, là-bas, enlevé tous les suffrages et vaincu leurs rivaux! Quelle perfection, et en même temps quelle puissance d'exécution! Quelle sonorité aussi. Ce morceau a été salué par les acclamations de vingt mille auditeurs ravis. Ils ont ensuite joué la *Marseillaise*, dont les notes enflammées ont fait courir partout un frisson, sans que, M. Paulus, le très habile et très savant chef de corps de musique, est monté dans le grand salon, où M. le maire l'a remercié et félicité, dans une allocution chaleureuse, d'avoir été aux Etats-Unis, chez ces peuples libre, le digne représentant de la France et d'avoir contribué à y faire aimer le nom français, en y révélant un fort! [illegible] dans l'ordre de sympathie. "Et c'est, a ajouté M. le maire, la France républicaine que l'Amérique républicaine a acclamée en votre personne." Puis il a terminé en se tournant vers les représentants des Etats-Unis qui assistaient à cette fête, par une acclamation vigoureuse : "Vive la République, vivent les Etats-Unis" acclamations très chaudement répétées par toutes les personnes présentes.

"M. le sous-préfet a ajouté quelques paroles bien senties, à son tour, et l'on a répété les cris : "Vive les Etats-Unis" et "Vive la République!" au signal qu'en a donné le maire.

"Le cortège s'est ensuite dirigé vers l'Elysée, où il a été assez difficile de pénétrer, en raison de la foule [illegible] qui encombrait la rue de Normandie. Le punch fut servi dans la grande salle. Pendant qu'on le prenait, la *Lyre havraise*, puis, après elle, l'*Union des Travailleurs*, enfin, la *Cécilienne*, ont chanté avec un grand succès plusieurs de leurs meilleurs morceaux ; les applaudissements ont été unanimes.

"M. Faure, qui, ainsi que nous l'avons dit, avait été l'improvisateur de cette fête charmante, et y avait déployé une rare activité et une grande habileté d'organisation, M. Faure a témoigné, par quelques paroles d'une inspiration haute, à la musique de la garde républicaine, à la nation que tous au Hâvre et dans la France entière, ont éprouvée de ses succès en Amérique, où elle a si dignement représenté la France, sous l'uniforme français : il l'a remerciée, au nom du Hâvre, de l'avoir voulu se faire entendre, et y demeurer, malgré ses fatigues, pendant ces deux jours qui seront deux jours de fête, dont le souvenir restera chez à tous : qui a concouru à l'éclat de cette fête, et la rendu si [illegible] et les sociétés chorales.

"Une triple salve de bourrades a appuyé le discours de M. Faure.

"Le vice-consul des Etats-Unis, M. Hazard, étant ce, en moment entré dans les salons, a été présenté par M. Faure et accueilli par les vivats et des applaudissements prolongés. A son tour M. Paulus a remercié de parler. "Plus fier, dit-il du triomphe qui l'accueille au retour, que de ses succès même en Amérique, il rapporte à la France et au nom français ces succès mêmes."

"Mais son émotion était telle que la voix se refusait à l'expression de ses pensées. Il est, pour ainsi dire, tombé asphyxié au milieu d'applaudissements frénétiques

LA QUESTION DE BELFORT.—Nous lisons dans la *Tribune* de New York :

"Nous recevons de France un renseignement qui jette quelque lumière sur une intrigue de cour qui s'est formée récemment à Berlin. M. de Rémusat, ministre des affaires étrangères de France, a déclaré devant la commission de la permanence de l'Assemblée nationale, que le parti militaire d'Allemagne est mécontent de M. de Bismark parce que celui-ci a permis à la France de conserver Belfort. Comme le parti militaire a toujours été mécontent du prince de Bismark, il faut voir dans les paroles ci-dessus la preuve que les ennemis du chancelier se sont servis de la concession faite à la France pour affaiblir son influence auprès de l'empereur. Que ces efforts n'aient pas complétement échoué on peut le croire lorsqu'on sait que pendant la visite des empereurs d'Autriche et de Russie à Berlin, M. de Bismark se [illegible] propriété de Varzin. Cette absence du chancelier allemand sera d'autant plus significative que le comte Andrassy et le prince Gortschakoff accompagneront tous deux leurs souverains.

"Le prétexte que les ennemis de M. de Bismark ont utilisé est bien de nature à faire peu connaître authentique que lorsqu'ils discutait les préliminaires de paix, après la guerre de 1866, le roi de Prusse demandait l'annexion de la Saxe et d'une portion considérable du territoire de l'Autriche et de la Bavière. Cette prétention fut énergiquement combattue par Bismark, et bien qu'il soit arrivé à ses fins, il ne l'a fait qu'au prix d'une partie de son influence. Cet incident montre qu'il y a dans le caractère de l'empereur Guillaume un côté faible dont les ennemis du chancelier n'hésiteraient pas à profiter au moment où ils jugeraient le moment propre de leurs plans."

L'Entrevue de Berlin et Napoléon III.

Nous apprenons l'attention de nos lecteurs sur le récit suivant d'une entrevue qui a eu lieu à Berlin entre l'ex-empereur et un [illegible] L'exhibition [illegible] Voici la traduction du récit fait par le reporter anglais :

Pendant une visite que j'eus l'honneur de faire à [illegible] conversation roula sur l'entrevue ; et comme on le croira aisément, diverses opinions se produisirent quant au but véritable que les trois souverains—en plaçant M. de Bismark—se proposent en s'entretenant dans le capitale de la France.

On semble d'accord sur ce point, que ce n'était pas pour échanger simplement des compliments que les trois souverains se proposaient de se réunir, mais qu'ils avaient évidemment un but de nature politique à atteindre.

Il n'y eut pas moins de divergence d'opinions sensibles sur un autre point, à savoir que les efforts combinés de ces trois parties tendaient avant tout à éviter une querelle immédiate entre elles, en MENACE que les grands corps des troupes qu'on dégage continuellement et les armements immenses que prépare chacune des trois grandes puissances ne soient pas dirigés, quel qu'il arrive, contre aucun des trois empires.

Mais on considère comme fort peu probable que les trois empereurs réduisent leurs délibérations à des conclusions nulles, et qu'ils ne prennent pas en sérieuse considération le question bien plus importante de la densité [illegible] qui ont commencé les autres puissances environnantes [illegible] qui tendraient leur [illegible] que celle-ci poursuivrait sur la [illegible] de la France.

Nous discutions ainsi la chère des arguments développés récemment dans un article de la *Pall Mall Gazette*. Il fut observé que la France, si elle réponds finalement et délibérément à ces intentions par l'Orient, consentit d'être Russie, et que le czar qui serait l'instrument d'une pareille résignation ne resterait pas longtemps sur le trône.

C'est un immense sacrifice pour la Russie de renoncer à ces projets, ne fût-ce qu'en apparence, un sacrifice qui blesse son amour-propre, et qui rend le gouvernement impopulaire et suspect aux yeux du parti national. Il arrive que, pour des raisons différentes, les trois puissances veulent aujourd'hui une sorte et même chose. Mais chacune la veut pour des motifs différents et même opposés, et cela suffit pour permettre de consulter qu'elles ne pourront pas longtemps leur but en bonne harmonie.

La Russie veut la paix pour rassembler ses forces, afin de reprendre en politique traditionnelle. L'Allemagne veut la paix pour organiser le nouvel empire et vaincre la Russie et la France. L'Autriche veut la paix, pour consolider l'empire qui lui est encore inégal, et redevenir prétendre un jour une puissance allemande.

La Russie peut fort bien être inquiète et consulte que la France ne se précipite trop tôt dans une guerre, attendu que, dans cette éventualité, elle serait à même de tirer à la défaite de sa future alliée, en s'abstenant dans des conditions fort désavantageuses. Mais elle ne peut désirer l'écrasement de la France.

L'Allemagne et l'Autriche pourraient être disposées à rester en bons termes avec la Russie tant qu'elle consentira à ne pas s'opposer à leurs projets. Mais du moment où la Russie se sentira assez forte pour leur retirer son consentement, l'Allemagne et l'Autriche n'auront pas les moyens d'acheter son approbation. Telles furent les vues qui prévalaient dans notre entretien.

"Permettez-moi, sire, de vous demander—dit-on de ces personnes présentes—si Votre Majesté pense que le prince de Bismark a été désireux de voir les trois empereurs se réunir dans l'intention expresse d'isoler la France et de la paralyser le plus possible ?

"—Il m'est impossible de savoir—répliqua l'empereur—quel peut être l'objet précis de Leurs Majestés impériales. Si vous supposez que la situation de la France peut former un des sujets importants qui seront pris en considération par la conférence, il est bon que vous examiniez quelle est la condition réelle de la France dans ce moment—et s'il existe dans la conduite de son gouvernement quoi que ce soit qui puisse donner un prétexte à l'Allemagne pour prendre des précautions comme celles que vous venez figurer.

"Sire, observa un gentleman anglais, l'Allemagne doit considérer presque comme une certitude que la France ne se soumettra jamais à l'infortune qui l'a surpriventer les insultes dont elle a été l'objet, et que, par suite de cela les armaments de la part de l'Allemagne ne pourraient être évités en conséquence.

"—Les paroles ne sont rien lorsqu'elles sont contredites par des actes, répliqua Sa Majesté, avec une emphase marquée.

Lorsque j'étais à la tête de l'armée, M. Thiers était furieux des [illegible] que je proposais de dépenser pour elle un franc de plus que le budget.

"Et cependant M. Thiers, qui s'était déclaré opposé à la moindre dépense additionnelle à cette époque, a augmenté les dépenses de l'armée de 100,000,000 de francs ; en outre de quoi il a dépensé 50 à 60 millions de francs sans aucune autorisation quelconque.

"M. Thiers proteste qu'il est entièrement pour la paix : qu'il ne désire que la paix ; que la France n'a pas l'intention de faire la guerre ; que son seul but à lui est de développer le commerce et le négoce du pays. C'est très bien. Telles sont ses paroles. Que voyons-nous ? Tout ses actes montrent qu'il a l'intention d'entrer en guerre dans deux ou trois ans. Voilà pour ses déclarations de paix.

"Comment se propose-t-il de développer les ressources du pays et d'étendre son commerce ? Par le système de la protection."

Ces mots furent prononcés avec une détermination et une chaleur remarquable. Continuant ses observations, l'empereur démontra combien étaient sincères ses vœux pour le libre-échange, et combien il regrettait profondément la politique protectionniste de M. Thiers, qu'il avait pour le moyen d'augmenter la prospérité commerciale d'une nation consistait à augmenter les tarifs prohibitifs.

L'empereur parla alors d'une façon définie en termes pré is du résultat qu'il avait avoir, d'après lui, la réunion de Berlin. Il résumé de ses paroles qu'il croit que la réunion des trois empereurs aura lieu dans des circonstances heureuses, et qu'il est absolument de l'intérêt des trois puissances contractantes que leur entendement aboutisse à une union cordiale ; mais il croit que, quand arriverait le cas où elles d'attaquer ou de se défendre ensemble, les trois contractantes n'adresseraient pas pour guide les principes reçus de conduite à Berlin, mais bien les circonstances et les nécessités du moment.

Quelqu'un demanda :

"Votre Majesté me permettra-t-elle de lui demander ce qu'elle pense de l'avenir ? Cette conférence est-elle dangereuse ou non pour la paix de l'Europe ?

"Je ne pense, répondit Napoléon III, je ne pourrais préciser quel est le but de Leurs Majestés impériales ; mais je ne pense pas que la conférence qui les réunit puisse être regardée comme un danger pour la paix européenne."

A ce moment de la conversation, il y eut une [illegible] générale de regret de ce que le congrès ayant pour but de régler les questions pendantes en Europe, qui fut proposé par l'empereur lorsqu'il était au faîte du pouvoir, n'ait pas été accueilli favorablement par les autres grandes puissances, surtout par l'Angleterre.

Pour prouver l'intention arrêtée des autorités militaires allemandes d'affaiblir la France de toutes parts, et de lui ôter toute chance d'avancer vers le Rhin, une des personnes présentes appela l'attention de Sa Majesté sur le compte-rendu publié par quelques journaux français et anglais, qui prétend aux Allemands l'intention de conserver Belfort.

"Je ne puis croire cela, dit l'Empereur. Je ne puis croire que les Allemands aient jamais eu l'intention de garder cette forteresse. Il est vraisemblement imprudent de la part des directeurs des journaux publiés de tentaigrier cette question. Je dois dire que les journaux français ne sont pas dirigés avec autant de bon sens que les journaux anglais.

"Généralement les journaux anglais sont le reflet de l'opinion publique, les journaux français sont presque toujours l'organe d'une faction."

BULLETIN COMMERCIAL.

Lundi, 9 sept.

COTON—Les ventes d'aujourd'hui se sont bornées à peine à 200 balles. Le prix cent marché plus en faveur des acheteurs. Les taux de clôture ayant montré une de croissance du low middling et des qualités meilleures de ¼ c.

Nous reproduisons en outre les chiffres de l'Exchange, lesquels regardent les listes courantes de ses types, tandis que nos chiffres à nous regardent les listes en moyenne avec les chiffres extérieurs pour le strict.

Cotes générales.

	Listes en moyenne	Chiffres de l'Exchange
Inférieur	— à —	—
Low ordinary	— à —	—
Ordinary	— à —	—
Strict ordinary	— à —	—
Good ordinary	19¼ à 19¾	—
Low middling	20¾ à 21	20¾
Middling	21¼ à —	21¼
Strict middling	21¾ à —	—
Good middling	21¾ à 21¾	—

ETAT DU COTON.

Stock en mains le 1 sept. 1872	bal.	6259	
Arriv. dep. le dern. état		3551	
Arrivé précédemment		4918	8469
Expédié aujourd'hui		2106	14726
Expédié précédemment			2106
Stock en mains et à bord			9620
Stock en mains l'an dernier			20024

TARAC—La seule vente rapportée aujourd'hui a été celle de 2 boucauts à [illegible] correspondant de Paducah Cottons Plant, sous la date du 30 août, rapporte que le comté de Davison-obtiendra qu'un quart de récolte habituelle. Ceci est assez fort pour pouvoir être commentaire sur un journal qui sur un numéro de [illegible] avait fait un tableau des plus flatteurs de la récolte et qui dans son numéro d'hier prête à gardé le silence sur ce sujet.

Rien qui soit de nature à nous indiquer un changement n'ayant transpiré nous reproduisons nos cotes.

Lug, compagne dans deux ou trois ans. Voilà pour ses déclarations de paix.

"Comment se propose-t-il de développer les ressources du pays et d'étendre son commerce ? Par le système de la protection."

Ces mots furent prononcés avec une détermination et une chaleur remarquable. Continuant ses observations, l'empereur démontra combien étaient sincères ses vœux pour le libre-échange, et combien il regrettait profondément la politique protectionniste de M. Thiers, qu'il avait pour le moyen d'augmenter la prospérité commerciale d'une nation consistait à augmenter les tarifs prohibitifs.

L'empereur parla alors d'une façon définie en termes pré is du résultat qu'il avait avoir, d'après lui, la réunion de Berlin. Il résumé de ses paroles qu'il croit que la réunion des trois empereurs aura lieu dans des circonstances heureuses, et qu'il est absolument de l'intérêt des trois puissances contractantes que leur entendement aboutisse à une union cordiale ; mais il croit que, quand arriverait le cas où elles d'attaquer ou de se défendre ensemble, les trois contractantes n'adresseraient pas pour guide les principes reçus de conduite à Berlin, mais bien les circonstances et les nécessités du moment.

Quelqu'un demanda :

"Votre Majesté me permettra-t-elle de lui demander ce qu'elle pense de l'avenir ? Cette conférence est-elle dangereuse ou non pour la paix de l'Europe ?

"Je ne pense, répondit Napoléon III, je ne pourrais préciser quel est le but de Leurs Majestés impériales ; mais je ne pense pas que la conférence qui les réunit puisse être regardée comme un danger pour la paix européenne."

A ce moment de la conversation, il y eut une [illegible] générale de regret de ce que le congrès ayant pour but de régler les questions pendantes en Europe, qui fut proposé par l'empereur lorsqu'il était au faîte du pouvoir, n'ait pas été accueilli favorablement par les autres grandes puissances, surtout par l'Angleterre.

Pour prouver l'intention arrêtée des autorités militaires allemandes d'affaiblir la France de toutes parts, et de lui ôter toute chance d'avancer vers le Rhin, une des personnes présentes appela l'attention de Sa Majesté sur le compte-rendu publié par quelques journaux français et anglais, qui prétend aux Allemands l'intention de conserver Belfort.

"Je ne puis croire cela, dit l'Empereur. Je ne puis croire que les Allemands aient jamais eu l'intention de garder cette forteresse. Il est vraisemblement imprudent, de la part des directeurs des journaux publiés de tentaigrier cette question. Je dois dire que les journaux français ne sont pas dirigés avec autant de bon sens que les journaux anglais.

"Généralement les journaux anglais sont le reflet de l'opinion publique, les journaux français sont presque toujours l'organe d'une faction."

DEPARTS DES TRAINS DE CHEMINS DE FER.

Voir les annonces pour les renseignements ordinaires.

NLLE-ORLEANS & JACKSON.

Express	7:30 du matin.
Mails	7:30 du soir.
Trains d'agrément	4:15 après-midi.

NLLE-ORLEANS, MOBILE & TEXAS.

Express et mailes	7:30 du matin.
Express et mailes	4 après-midi.
Express et mailes	4:30 "

NLLE-ORLEANS & DONALDSONVILLE.

Par le ferry de la rue Calliope.....7:45 du matin.

MORGAN'S LOUISIANA & TEXAS.

Par le ferry de la rue Ste-Anne.....7:30 du matin.

BULLETIN FINANCIER.

Lundi soir, 9 septembre 1872.

Compteur d'échanges (Clearing-House) de la Nouvelle-Orléans.

	Echanges.	Balances.
7 sept.	$904,519 89	$145,471 38
9 "	997,631 51	124,637 18
Jusqu'ici cette semaine	1,912,971 34	270,078 71
Même temps la sem. dern.	1,491,093 84	283,439 10
Total de la semaine dernière	5,087,151 27	928,115 61
Total de la sem. précéd.	4,764,145 50	928,192 96

Nous avons dit, dans notre dernier bulletin financier, que le [illegible] dans les banques qu'il y avait demande de monnaie courante, soit pour remises, soit pour [illegible] de coton dans les campagnes et que cette circonstance rendait plus vraisemblable la demande d'exportation, qui s'accentue de plus en plus, journellement.

Le plupart de nos principales banques ont beaucoup moins de dépôts que l'année dernière. Ce fait n'aurait guère de conséquences si le montant d'argent passé d'une institution à une autre, mais il n'en pas le cas. En outre, la quantité de billets du legal tendage a tellement diminué que la plupart des banques se voient obligées de se montrer moins libérales envers leurs clients ; dans le marché c'est plus difficile, bien qu'il n'y ait pas de pression jusqu'ici. Nous avons entendu mentionner plusieurs projets d'augmenter la quantité de monnaie contractée tout en maintenant les réserves des banques.

[illegible]

Les [illegible] ventes se sont élevées à $163,000, dont $13,000 de barquiers, sur New-York, Avres, 3¾ d'escompte, $88,000 à 3¼, $67,000 (5,000, 7,000 et 20,000 de banquiers, $35,000 de banque) à 1¼, $88,000 à 7¼, et $30,000 (10,000 et $20,000) à 3¼. Les banques ont tiré sur New-York au pair à 1/16 de prime et le change du commerce à vue était coté à 3/8 à 1/4 d'escompte.

5 actions de la Banque Nationale Mutuelle se sont vendues à $111, et 80 à 111 3/4 ; 60 du chemin de fer de Carrollton à 114 ; 200 de JU.-S. and European Propel Ing Co. à $1 7/8. Il y a eu demande d'actions de la Compagnie de Levées de la Louisiane, mais aucune vente n'a été annoncée.

Nous n'avons pas entendu mentionner de ventes de bonds.

Les certificats d'allocations de la ville ont été plus fermes. On a vendu $1000 à 63 3/4, $5400 (1,000, 2000 et 2000) à 64, $2000 à 64 1/4 et $1300 à 64 1/2.

BULLETIN COMMERCIAL.

Lundi, 9 sept.

COTON—Les ventes d'aujourd'hui se sont bornées à peine à 200 balles. Le prix cent marché plus en faveur des acheteurs. Les taux de clôture ayant montré une de croissance du low middling et des qualités meilleures de ¼ c.

Nous reproduisons en outre les chiffres de l'Exchange, lesquels regardent les listes courantes de ses types, tandis que nos chiffres à nous regardent les listes en moyenne avec les chiffres extérieurs pour le strict.

Cotes générales.

	Listes en moyenne	Chiffres de l'Exchange
Inférieur	— à —	—
Low ordinary	— à —	—
Ordinary	— à —	—
Strict ordinary	— à —	—
Good ordinary	19¼ à 19¾	—
Low middling	20¾ à 21	20¾
Middling	21¼ à —	21¼
Strict middling	21¾ à —	—
Good middling	21¾ à 21¾	—

ETAT DU COTON.

Stock en mains le 1 sept. 1872	bal.	6259	
Arriv. dep. le dern. état		3551	
Arrivé précédemment		4918	8469
Expédié aujourd'hui		2106	14726
Expédié précédemment			2106
Stock en mains et à bord			9620
Stock en mains l'an dernier			20024

TARAC—La seule vente rapportée aujourd'hui a été celle de 2 boucauts à [illegible] correspondant de Paducah Cottons Plant, sous la date du 30 août, rapporte que le comté de Davison-obtiendra qu'un quart de récolte habituelle. Ceci est assez fort pour pouvoir être commentaire sur un journal qui sur un numéro de [illegible] avait fait un tableau des plus flatteurs de la récolte et qui dans son numéro d'hier prête à gardé le silence sur ce sujet.

Rien qui soit de nature à nous indiquer un changement n'ayant transpiré nous reproduisons nos cotes.

Lug, compagne dans deux ou trois ans. Voilà pour ses déclarations de paix.

"Comment se propose-t-il de développer les ressources du pays et d'étendre son commerce ? Par le système de la protection."

Ces mots furent prononcés avec une détermination et une chaleur remarquable. Continuant ses observations, l'empereur démontra combien étaient sincères ses vœux pour le libre-échange, et combien il regrettait profondément la politique protectionniste de M. Thiers, qu'il avait pour le moyen d'augmenter la prospérité commerciale d'une nation consistait à augmenter les tarifs prohibitifs.

L'empereur parla alors d'une façon définie en termes pré is du résultat qu'il avait avoir, d'après lui, la réunion de Berlin. Il résumé de ses paroles qu'il croit que la réunion des trois empereurs aura lieu dans des circonstances heureuses, et qu'il est absolument de l'intérêt des trois puissances contractantes que leur entendement aboutisse à une union cordiale ; mais il croit que, quand arriverait le cas où elles d'attaquer ou de se défendre ensemble, les trois contractantes n'adresseraient pas pour guide les principes reçus de conduite à Berlin, mais bien les circonstances et les nécessités du moment.

Quelqu'un demanda :

"Votre Majesté me permettra-t-elle de lui demander ce qu'elle pense de l'avenir ? Cette conférence est-elle dangereuse ou non pour la paix de l'Europe ?

"Je ne pense, répondit Napoléon III, je ne pourrais préciser quel est le but de Leurs Majestés impériales ; mais je ne pense pas que la conférence qui les réunit puisse être regardée comme un danger pour la paix européenne."

A ce moment de la conversation, il y eut une [illegible] générale de regret de ce que le congrès ayant pour but de régler les questions pendantes en Europe, qui fut proposé par l'empereur lorsqu'il était au faîte du pouvoir, n'ait pas été accueilli favorablement par les autres grandes puissances, surtout par l'Angleterre.

Pour prouver l'intention arrêtée des autorités militaires allemandes d'affaiblir la France de toutes parts, et de lui ôter toute chance d'avancer vers le Rhin, une des personnes présentes appela